



Communiqué FSU 29, SUD éducation 29, CGT éduc'action 29 et FNEC-FP-FO

Le dispositif 2S2C (sport, santé, culture, civisme) mis en place dans le cadre de conventions signées entre l'Éducation nationale et les collectivités territoriales commence à être appliqué dans notre département. En effet, les collectivités territoriales ou les municipalités voient en ce dispositif une solution pratique pour respecter le protocole sanitaire et accueillir tous les enfants dans les écoles et collèges.

Présenté comme un dispositif temporaire permettant aux élèves de bénéficier d'activités autour des thématiques « Sport, santé, culture, civisme » accompagnant la réouverture progressive des écoles, collèges, lycées, il apparaît désormais comme l'horizon de "l'école de demain" selon la déclaration de M. Blanquer au Sénat le 19 mai 2020.

La FSU 29, SUD éducation 29, CGT éduc'action 29 et FNEC-FP-FO dénoncent le recours à ce dispositif même de façon transitoire ou temporaire.

En effet, au vu des annonces, il apparaît clairement qu'il s'agit d'un nouveau cheval de Troie: en prétendant permettre à tous les élèves le retour à l'école, ce dispositif dissimule en réalité un appauvrissement des apprentissages visés au sein de l'École, la casse des statuts et une étape d'ampleur menant vers la territorialisation de l'école. Le résultat en sera un transfert de compétences de l'Éducation nationale vers les collectivités, une externalisation de certaines disciplines par délégation à « des partenaires extérieurs » (Collectivités, clubs sportifs, associations culturelles, entreprises) et de ce fait un accroissement des inégalités entre les territoires en matière d'offre de formation.

Un projet de réduction de l'école aux savoirs supposés fondamentaux.

Le projet consiste en effet à externaliser ce qui concerne l'éducation physique, le sport et les activités artistiques vers les collectivités. Pour le ministre, il s'agit là d'une nouvelle opportunité de recentrer les apprentissages scolaires sur le "lire-écrire-compter", et d'éloigner l'école de la société. Les activités physiques, sportives et artistiques font partie intégrante d'un enseignement émancipateur, contre une vision utilitariste de l'école qui se limite à l'enseignement des supposés fondamentaux. Elles nécessitent une formation initiale et continue importante et la professionnalité des enseignant-e-s qui les dispensent ne peut être foulée aux pieds de cette manière.

Une territorialisation de l'école, qui va aggraver les inégalités scolaires

Il s'agit d'une nouvelle étape dans la territorialisation de l'école, qui va aggraver les inégalités scolaires. En effet, le transfert de compétences va creuser l'écart entre les collectivités et les villes en terme d'offre de formation. Si certaines « activités », support des enseignements actuellement proposés, étaient prises en charge par les collectivités, il est certain qu'elles ne seraient pas de même qualité entre une collectivité riche et une collectivité pauvre: il est d'ores et déjà certain que la compensation envisagée par le ministère ne couvrira pas la dépense des collectivités et ce, malgré l'enveloppe de 250 millions d'Euros pour sa mise en place. Encore une fois, ce seront les enfants des milieux populaires et des espaces ruraux qui en feront les frais.

Une attaque contre les statuts des personnels

Le dispositif 2S2C augmente encore le temps scolaire hors de l'école. L'externalisation de l'école vers les milieux associatifs pose la question de la formation et du statut des adultes qui encadrent les élèves. Pourquoi continuer de former et de payer des fonctionnaires si des personnels précaires, sans formation et sous-payés peuvent s'occuper des élèves ?

L'avenir des enseignants d'EPS, d'arts plastiques, d'éducation musicale et des documentalistes semble particulièrement sombre. Leur remplacement par des intervenants des collectivités, associations et autres clubs sportifs ou artistiques mettra irrémédiablement fin à la présence d'un personnel qualifié, formé et recruté sur concours au sein des établissements scolaires.

Au-delà, avec la perspective d'une articulation du temps éducatif entre enseignements scolaires le matin et activités prises en charge par les collectivités l'après-midi, c'est bien une attaque contre les obligations de service qui s'annonce.

La FSU 29, SUD éducation 29, CGT éduc'action 29 et FNEC-FP-FO s'opposent donc au déploiement du dispositif 2S2C dans l'ensemble des communes du Finistère et tiennent à rappeler leur attachement à une École émancipatrice permettant l'accès de tous et toutes à une culture riche et variée.

Brest, jeudi 11 juin 2020.